



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 20 novembre 2022 N° 490 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal



(30 septembre 2021 à Dakar, lors d'une manifestation de la Confédération des Syndicats Autonomes du Sénégal)

Face a la flambée des prix, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes !

- Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial

Sénégal : face à la flambée des prix, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes

Page 3

► **Sénégal** : un avertissement à tous ceux qui ne marchent pas au pas

Page 4

Ghana : les manifestations contre la vie chère se multiplient

Pages 4 à 6

Côte d'Ivoire :

► La grève, c'est l'arme des travailleurs pour défendre leurs intérêts !

► Zone industrielle de Yopougon : les patrons ont repris le dessus mais le combat n'est pas terminé

Pages 7 à 8

► **Madagascar** : les patrons affichent des chiffres d'affaires mirobolants, les travailleurs ne se laissent pas faire

Pages 8 à 9

► **International** : un vent de révolte venu d'Iran!

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

SÉNÉGAL : FACE A LA FLAMBÉE DES PRIX, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES

Selon le classement établi par le cabinet Mercer (une entreprise américaine spécialisée dans ce genre d'étude utilisée par les grands investisseurs en Afrique et ailleurs) Dakar est devenue en 2022 la ville la plus chère de l'Afrique de l'Ouest, devant Abidjan. Le salaire moyen au Sénégal est estimé à un peu moins de 71 000 Francs Cfa (108 euros) par mois, c'est-à-dire qu'un grand nombre de personnes ne dispose pas de ce revenu moyen alors que l'inflation qui avait déjà atteint 11% en juillet 2022 (selon ce même cabinet) continue de grimper.

C'est une situation catastrophique pour des millions de personnes dans les villes et les campagnes. Les petits paysans déjà victimes de la sécheresse ont de plus en plus de mal à se nourrir. Ils quittent la campagne pour tenter de survivre en ville mais leur situation ne fait que s'aggraver à cause du chômage et des salaires de misère pour ceux qui parviennent à trouver un petit job. Leurs enfants voient leur avenir bouché et ne rêvent que de partir vers les pays riches dans l'espoir de pouvoir y tenter leur chance et de venir en aide à leurs parents en souffrance.

Cette situation de misère croissante est une menace pour le pouvoir de Macky Sall et il sait qu'il suffirait d'une étincelle pour que la colère longtemps retenue lui explose à la figure. C'est pour éviter une telle explosion sociale qu'il manie la carotte et le bâton. D'un côté il durcit son pouvoir en enfermant des journalistes qui ne lui plaisent pas et en envoyant la police pour réprimer violemment les manifestations, particulièrement dans le milieu de la jeunesse et de l'autre, il fait beaucoup de démagogie pour faire croire à la population qu'il agit contre la flambée des prix.

Il annonce parfois des baisses de prix de certaines denrées mais c'est uniquement sur le papier car sur le terrain, les gens ne constatent rien. Pour s'en dédouaner, le gouvernement accuse les petits commerçants de ne pas appliquer ses consignes. En septembre dernier, Macky Sall a annoncé l'enrôlement de 1 000 jeunes volontaires pour contrôler les prix dans les marchés et chez les petits boutiquiers. C'est une manière de détourner la colère de la population vers ceux qui ne sont pas les vrais responsables de la cherté de la vie.

Le 5 novembre dernier, il a fait une nouvelle annonce de « 55 nouvelles mesures » prétendument destinées à entraîner « des baisses immédiates sur les prix des produits et services de consommation courante », et bla-bla-bla. Mais personne ne croit plus à ses mensonges.

Si le gouvernement était vraiment soucieux de combattre la cherté de la vie, il commencerait d'abord par augmenter les salaires des petits employés de l'État et par obliger les patrons du secteur privé à en faire autant, au moins pour rattraper ce que les travailleurs ont perdu depuis des années de blocage de salaire, aggravé par la flambée des prix qui a commencé dès 2019.

Ce qui est sûr c'est que les travailleurs n'ont rien à attendre des promesses de Macky Sall, pas plus qu'ils ne devraient faire confiance aux politiciens de l'opposition qui, tel qu'Ousmane Sonko, prétendent avoir des « contre-propositions » pour lutter contre la misère et la vie chère. Les travail-

leurs ne devront leur salut qu'à eux-mêmes, à leur capacité et à leur volonté de s'organiser pour obtenir des salaires permettant de vivre décemment de leur travail. Mais c'est un combat qui ne devrait pas s'arrêter là car ce que le gouvernement et le patronat accorderont d'une main aujourd'hui sera repris demain avec l'autre main. La classe capitaliste n'acceptera jamais de sacrifier ses profits et ce sera ainsi tant que les travailleurs n'auront pas renversé le système capitaliste pour exercer eux mêmes le pouvoir et mettre fin à toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Sénégal

UN AVERTISSEMENT À TOUS CEUX QUI NE MARCHENT PAS AU PAS

Le 9 novembre dernier, à la demande du gouvernement sénégalais, un juge a fait mettre en prison un journaliste (Pape Alé Niang) d'un média en ligne qui a eu l'indélicatesse de porter à la connaissance du public une information non autorisée par le pouvoir. Il a été inculpé de « divulgation d'informations non rendues publiques par l'autorité compétente de nature à nuire à la défense nationale, recel de documents administratifs et militaires, diffusion de fausses nouvelles de nature à jeter le discrédit sur les institutions publiques, etc. ».

Les syndicats de presse sénégalaise dénoncent cette attaque du pouvoir contre la presse qui le dérange. En effet, il se trouve que ce journaliste arrêté a eu le malheur d'apporter son soutien à Ousmane Sonko (actuellement le principal opposant du président sénégalais Macky Sall) lors de sa comparution devant le juge le 3 novembre dernier suite à une accusation de viol.

L'arrestation de Pape Alé Niang est un

avertissement à tous les journalistes de la presse d'opposition et plus largement à tous ceux qui, journalistes ou pas, pourraient être considérés comme « menace à l'ordre public », c'est-à-dire les travailleurs mécontents des bas salaires, les habitants des quartiers populaires dont la situation s'empire avec la flambée des prix, les enseignants, les élèves et les étudiants dont les conditions de travail et d'études se dégradent d'année en année, les chômeurs, etc.



Le 18 novembre 2022 à Dakar, une manifestation de protestation contre l'arrestation du journaliste Pape Alé Niang pour « divulgation d'information non autorisée ».

LES MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE SE MULTIPLIENT

Après une série de manifestations contre la vie chère, notamment à Accra et dont certaines ont été violemment réprimées, le président Nana Akufo-Addo, craignant d'être renversé par le vent de la révolte, a consenti une augmentation du salaire minimum journalier. Il passera de 13,53 cedis (0,91 euro) à 14,88 cedis (0,94 euro) soit 10% d'augmentation.

Cette augmentation de misère qui, de surcroît n'entrera en vigueur qu'à compter du 1er janvier 2023, a été présentée comme le fruit d'une grande concertation tripartite entre le gouvernement, le patronat et les syndicats des travailleurs. Mais à supposer que cet accord soit réellement appliqué sur le terrain, il ne permettra pas du tout de compenser ce que les travailleurs ont perdu en l'espace de quelques mois avec la flambée des prix. En effet, l'inflation actuelle au Ghana est estimée à 40%, la monnaie locale, le Cedi, se déprécie de jour en jour par rapport aux devises internationales et cela se traduit par un renchérissement des prix presque chaque jour. Du 31 décembre 2021 au 17 octobre 2022 le Cedi a dégringolé de 91,06% par rapport au dollar.

C'est une crise économique profonde qui frappe aussi les caisses de l'État ghanéen. Celui-ci a augmenté récemment le prix des carburants et cela s'est traduit im-

médiatement par la hausse en cascade de presque tous les prix des denrées. C'est cela qui a mis le feu aux poudres et a entraîné une série de manifestations dans les principales villes du pays. La première grande manifestation a eu lieu en février 2018. D'autres manifestations ont eu lieu depuis cette date.

Si la répression policière n'a pas mis fin à la contestation, ce n'est pas cette augmentation symbolique de 10 % du salaire minimum qui permettra aux dirigeants de ce pays de dormir tranquille dans leurs palais et leurs villas de luxe pendant que la majorité de la population s'appauvrit à vue d'œil !



Le 29 juin 2022, lors d'une manifestation nationale, des femmes ont manifesté contre la flambée des prix. Ici, elles brandissent des cuvettes vides en signe de protestation.

Côte d'Ivoire

LA GRÈVE, C'EST L'ARME DES TRAVAILLEURS POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS !

La grève déclenchée par les travailleurs de la Zone Industrielle de Yopougon, le 12 octobre, est sans conteste la voie à suivre pour nos futures luttes. Les revendications portaient notamment sur la fin de la journalisation du travail et une augmentation conséquente des salaires.

Quelques centaines de travailleurs organisés et déterminés ont réussi à bloquer

la zone industrielle et à entrainer, il est vrai de gré ou de force, des milliers d'autres travailleurs dans la grève. Ces camarades ont montré qu'il était possible de s'organiser et de lutter tous ensemble, en unissant nos forces au-delà des corporations, au de-là des murs qui séparent les usines. Tous les travailleurs ont fondamentalement les mêmes intérêts à défendre contre l'exploitation et la précarité !

Alors, si une poignée de camarades audacieux sont capables de paralyser 400 entreprises, on peut imaginer ce que des dizaines de milliers de travailleurs organisés et tout autant déterminés seraient capables de faire.

La grève c'est la force des travailleurs. Ces derniers ont en face d'eux des capitalistes qui sont non seulement organisés pour défendre bec et ongles leurs intérêts, mais qui bénéficient aussi de la force de répression que l'État bourgeois met à leur service. On a vu encore une fois que les bombes lacrymogènes, les coups de matraque et la prison n'étaient pas contre les capitalistes qui nous affament mais contre nous les exploités qui ne demandons qu'une juste rémunération de notre travail et un peu plus de justice à notre égard !

Dans la semaine qui a suivi la grève, dès la reprise du travail, les patrons ont jeté dehors les travailleurs qu'ils avaient indexés comme des grévistes mais aussi tous ceux dont ils cherchaient à se débarrasser, notamment les anciens, pour les remplacer par de nouveaux journaliers encore plus mal payés, encore plus corvéables.

Pour les capitalistes, il n'y a pas de «grève légale» qui tienne ! La légalité, la loi, ils s'assoient dessus. Le gouvernement est à leurs bottes. Contre les travailleurs qu'ils exploitent, ils ne connaissent rien d'autre que l'usage du chantage et de la force si besoin. Ils veulent surtout des travailleurs dociles qui leur disent « merci patron » après avoir touché un salaire de misère en contrepartie d'un travail de plus en plus pénible.

Face à ces patrons arrogants et à l'État qui les protège, les travailleurs ont besoin de regrouper leurs forces. Voilà pourquoi il est nécessaire que la grève soit l'affaire de tous les travailleurs, qu'elle entraîne toutes les catégories de la classe ouvrière et devienne une force, telle un tsunami ! La direction de la grève doit toujours être sous le contrôle démocratique des travailleurs eux-mêmes et non sous celui de quelques dirigeants syndicaux ou de politiciens bourgeois à la recherche d'un point d'appui pour accéder à la mangeoire gouvernementale. Les premiers trahiront le mouvement à un moment ou à un autre, comme nous l'avons vu encore cette fois-ci. Les seconds, même quand ils sont en opposition au gouvernement, sont dans tous les cas, des ennemis des travailleurs.



Des ouvrières mobilisées le jour du déclenchement de la grève dans la zone industrielle de Yopougon, le 12 octobre.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON LES PATRONS ONT REPRIS LE DESSUS MAIS LE COMBAT N'EST PAS TERMINÉ

La reprise du travail le 17 Octobre, après la grève générale qui a secoué la zone industrielle de Yopougon, a donné l'occasion aux patrons de revenir à la charge en distribuant des sanctions aux travailleurs allant jusqu'au licenciement. Ils espèrent ainsi casser une éventuelle reprise de la grève. Aucune des revendications des travailleurs n'a abouti à une solution. Les travailleurs réclament notamment l'augmentation générale des salaires et la fin du système journalier. Le combat continue !

À Nutri Food Industry

La grève générale a été très suivie dans cette entreprise alimentaire qui en a été l'un des epicentres. À la reprise, le patron a décidé de suspendre les prêts scolaires sous prétexte qu'il a perdu des millions à cause de la grève. Même les prêts accordés par les banques ont été suspendus car sans l'aval du patron, elles refusent de prêter de l'argent aux travailleurs. Pour beaucoup d'entre nous, c'est une catastrophe car nos salaires actuels ne suffisent pas pour scolariser nos enfants.

Ensuite, le patron a distribué des mises à pied d'un mois avec option de licenciement aux délégués syndicaux. Une trentaine de travailleurs ont reçu également leur lettre de licenciement. Si le patron pense ainsi qu'il a mis un terme à toute contesta-

tion dans son usine, il n'a visiblement pas tiré les leçons du mouvement. Il est persuadé d'avoir gagné la bataille, mais la guerre ne fait que commencer.

IFAMCI : la direction contrattaque

C'est une entreprise de plastique dans la zone industrielle de Yopougon. Après la grève générale, le patron a renvoyé les travailleurs en CDD alors qu'ils étaient en instance d'être embauchés. Il pense peut-être ainsi nous faire peur. Sauf que tous nos problèmes sont toujours là et la misère nous guette. Nous n'avons pas d'autre choix que celui de défendre collectivement nos intérêts. Notre affaire ne peut pas s'arrêter là !

Darling : la peur peut changer de camp

Darling est une entreprise de fabrication de mèches de cheveux synthétique située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est connue pour sa dureté vis-à-vis des travailleurs. La responsable de production est une véritable terreur, capable de renvoyer un travailleur rien que parce que leurs regards se sont croisés. Mais lorsque la grève a éclaté, elle a été parmi les premiers à fuir l'usine. À la reprise, elle a attendu deux jours avant de se pointer, aujourd'hui elle fait un peu profil bas.

Comme quoi, lorsque les travailleurs sont mobilisés, la peur change de camp !

LES TRAVAILLEURS NE DEMANDENT PAS DES MIETTES !

Le bruit court que les cinq principales centrales syndicales sont en négociation avec le patronat et l'État. Le patronat serait prêt à lâcher une augmentation de l'ordre de 15 000F, autant dire une misère, vu le coût actuel de la vie.

Le patronat espère peut-être ainsi calmer les travailleurs. Quant aux grandes

centrales syndicales, elles pourront clamer que c'est grâce à elles que les travailleurs ont finalement obtenu cette augmentation et donc pas besoin de grève, la négociation seule suffit. De son côté, le gouvernement pourra faire croire à qui veut qu'il est du côté des pauvres. Mais tout ce cinéma ne trompe personne !

LES PATRONS AFFICHENT DES CHIFFRES D'AFFAIRES MIROBOLANTS, LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Selon le quotidien proche du pouvoir et du patronat « L'Express de Madagascar » du 20 octobre dernier, le montant des exportations de girofle est passé de 52,5 millions de dollars en 2021 à 224,7 millions de dollars pour les neuf derniers mois, c'est-à-dire du simple au quadruple. En ce qui concerne cette année 2022 qui n'est pas terminée, les estimations sont supérieures à celles de l'année précédente. De manière générale, les produits agricoles d'exportation ainsi que les produits miniers, sont crédités d'une hausse quantitative remarquable. Selon la même source, les exportations des entreprises franches affichent une hausse de 16,7% en volume. Malgré ces chiffres d'affaires record, les travailleurs de tous ces secteurs sont sensés accepter leur sort misérable.

Les employés de la JIRAMA (Société qui fournit l'eau et l'électricité) sont en grève pour dire non aux bas salaires et pour s'opposer à la dégradation des conditions de travail.

Ceux de la compagnie aérienne Air Madagascar ont mené un conflit dur pendant de longs mois pour ne pas être « remerciés » sous prétexte de restructuration de leur compagnie. Pour se débarrasser d'une partie du personnel, l'État et les dirigeants de la compagnie ont créé la filiale Tsaradia. Cette grève ne fut pas totalement victorieuse, en se battant les travailleurs ont réussi à faire céder leur employeur sur certains points.

Les zones franches sont des zones industrielles en majorité spécialisées dans la confection de vêtements destinés à l'exportation. Les travailleurs de ces zones refusent par de multiples façons d'être tailables et corvéables.

La colère des travailleurs est grande et elle s'exprime ça et là de façon désordonnée. Les dirigeants syndicaux sont périodiquement invités à discuter avec les repré-

sentants de l'Etat, loin du regard des travailleurs, dans les salons feutrés des grands hôtels. Ils sont considérés comme étant « une force de proposition » ou comme acteurs du « dialogue social ». Autant dire que la classe ouvrière n'a rien à attendre de ces gens-là, ni des partis politiques existants dans cette grande île pleine de richesses et où ceux qui les produisent sont sensés se contenter de survivre.



Une usine de textile du groupe SOCOTA dans la zone franche d'Antananarivo en 2015.

Pour changer leur sort, les travailleurs ont besoin d'une organisation politique liée exclusivement à leurs intérêts. Elle seule pourra offrir de réelles perspectives de changement en leur faveur et en faveur de tous les déshérités du pays.

Incapables de faire réparer les routes et les ponts qui relient les grandes villes, les dirigeants cherchent des boucs émissaires.

L'état de la route nationale n°4 reliant la ville de Mahajanga à Antananarivo (la capitale) est très dangereux, catastrophique en cette période de début de la saison des pluies. Les populations de cette région desservie par cette route, risquent

d'être complètement isolées. Dès maintenant l'approvisionnement est au bord de la rupture.

Il en est de même pour la grande route qui relie le chef lieu de province Toliara à Fort-Dauphin. Plusieurs tronçons sont dans un état lamentable. Le gouvernement n'a pas l'air d'être gêné outre mesure de cette situation. Ce serait la faute aux enfants : « des enfants et des mères de fa-

milles aggravent l'état des routes » selon « L'Express » du 8 novembre. Ce journal les désigne du doigt en poursuivant : « ces petits malins creusent encore plus pour pouvoir démontrer qu'ils sont là pour obturer les creux ».

Si Andry Rajoelina continue à mettre son incapacité sur le dos des victimes de cette situation, ce n'est pas un « creux » qui va le séparer d'elles mais un fossé.

International

UN VENT DE RÉVOLTE VENU D'IRAN

(Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du journal Lutte Ouvrière du 09 novembre 2022)

Depuis le décès de Mahsa Amini, torturée et assassinée par la police des mœurs de Téhéran parce qu'une mèche de cheveux dépassait de son voile, la jeunesse fait souffler un vent de révolte sur l'Iran. Et avec quel courage !

Des jeunes femmes arrachent et brûlent leur voile ; les rassemblements se multiplient, aux cris de « Femmes, vie, liberté », « Mort au dictateur » ; le portrait du dictateur Khamenei est caillassé ; des mollahs sont bousculés dans la rue, des policiers attaqués et des commissariats brûlés...

Il n'y a pas une région, une ville, une université qui n'ait été touchée par cette rébellion.

Les rassemblements sont dispersés ? La police ferme une faculté et écume un quartier ? La contestation se déplace, change de forme, se démultiplie en mille et une démonstrations individuelles. Et cela dure depuis plus de 50 jours, malgré la peur, les tabassages et les tirs à balles réelles contre les manifestants.

Le régime aurait déjà arrêté plus de 14 000 manifestants et tué plus de 300 personnes, dont beaucoup de très jeunes. Mais rien n'arrête la contestation. Celle-ci trouve, chaque jour, de nouveaux appuis avec des personnalités sportives, des artistes

ou des journalistes qui franchissent le Rubicon en se solidarisant avec la révolte. Dans les villes, les fermetures de magasins ou de lieux culturels se sont multipliées. C'est vrai dans toutes les régions, qu'elles soient kurdes, baloutches, arabes, perses, azéries, turkmènes.

Des grèves de soutien ont aussi éclaté dans les régions pétrolifères et dans de grandes entreprises où les travailleurs ont des traditions de lutte anciennes. Là, des travailleurs ont revendiqué, en plus de la liberté, du pain et du travail. Car, si l'inflation, les pénuries, le chômage et les salaires impayés sont le quotidien de millions d'Iraniens depuis des années, ces difficultés sont devenues insupportables.

Pour des millions de familles, il est impossible de se soigner, de se loger dignement, d'acheter de la viande ou simplement des œufs. Cette situation est en partie causée par l'embargo imposé par l'impérialisme américain, mais elle est aggravée par le parasitisme des dignitaires du régime, religieux et pasdarans, l'armée des ayatollahs. Car, si la population s'enfonce dans la misère, une minorité continue de s'enrichir et de rouler sur l'or.

L'Iran est un baril de poudre. Ces dernières années, le régime a fait face à de

puissantes vagues de contestation contre la vie chère et la corruption. Sa réponse fut une répression impitoyable. Aujourd'hui, cette politique de la terreur ne fonctionne plus. Alors, la révolte de la jeunesse se transformera-t-elle en révolte sociale ?

Les dizaines de milliers de manifestants actuels deviendront-ils des millions ? Les travailleurs apporteront-ils à la révolte leur puissance sociale et leur capacité d'organisation ? Sauront-ils proposer une politique pour renverser le régime et mener une nouvelle révolution, où les classes populaires construiront elles-mêmes leur propre pouvoir ? Tant que la révolte est en marche, tout est possible.

La jeunesse iranienne a osé engager le combat contre une des pires dictatures de la planète. Le changement n'est venu ni de l'opposition interne au régime, ni des grandes puissances qui gardent depuis deux mois un silence complice et montrent, une fois de plus, qu'elles ne sont jamais du côté des révoltes populaires. Il est venu d'en bas, de celles et ceux qui refusent de se soumettre.

Cette révolte montre aux opprimés du monde entier qu'ils peuvent prendre leur destin en main en se battant contre ceux qui les dominent.

Chaque pays a ses particularités, mais le cœur de la jeunesse et des travailleurs de tous les pays bat au même rythme et aux mêmes espoirs : la liberté, l'égalité et la

possibilité de s'épanouir dans un monde fraternel.

Ces aspirations sont entravées par un système de domination : domination des pays riches sur les pays pauvres, celle des riches sur les pauvres. Un tel système doit être renversé et il le sera, parce qu'en même temps qu'il sème les injustices, il produit des révoltés.

Il est impossible de savoir ce qui peut, dans tel ou tel pays, mettre le feu aux poudres. En Iran, cela a été une mèche de cheveux rebelle. Ailleurs, ce sera peut-être le manque de blé ou une atrocité guerrière. Une chose est certaine, les travailleurs ont un rôle majeur à jouer dans ces révoltes, car ils sont les seuls à être porteurs d'un ordre social débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et pour ce combat, ils ont besoin du courage incroyable dont la jeunesse iranienne fait preuve aujourd'hui.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

